



Une pincée de Suisse dans la vision saoudienne

Après son séjour en Indonésie, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Amman s'est rendu en Arabie saoudite. En compagnie d'une délégation économique, il a rencontré plusieurs ministres, discuté des réformes prévues dans le pays et reçu une promesse inattendue.

Adel Mohammad Fakihi s'enfonça dans un fauteuil, regarda à la ronde et salua les représentants de l'économie suisse. Johann N. Schneider-Amman est assis à sa droite et Mohammed Abdullah Al-Jadaan, ministre saoudien des Finances, a pris place à sa gauche. Dimanche dernier, les deux représentants du gouvernement saoudien ont rencontré le Conseiller fédéral accompagné d'une délégation économique à Djeddah.

Comme lors de la rencontre avec le ministre du Commerce et des investissements, Majed Al Kassabi, quelques heures plus tôt, la discussion porte sur un projet d'envergure : la Vision 2030. Le gouvernement saoudien souhaite libérer le pays de sa dépendance au pétrole et le changer en profondeur – sur le plan économique, mais aussi sur le plan social. Il entend également privatiser de nombreux secteurs, dynamiser l'économie et créer des emplois pour la population. Il aspire en particulier à accroître la participation des femmes au marché du travail.



Johann N. Schneider-Ammann et Mohammed Abdullah Al-Jadaan, ministre saoudien des Finances, à Djeddah.

Cette vision pourrait ouvrir diverses possibilités d'investissement et commerciales pour les firmes suisses. Certaines entreprises helvétiques sont actives sur place depuis longtemps, tandis que d'autres envisagent de se lancer sur ce marché. En 2016, la Suisse et l'Arabie saoudite ont échangé des marchandises pour une valeur de 3,2 milliards de francs. La Suisse a dégagé un excédent de plus de 2,3 milliards de francs. Quant aux investissements directs de la Suisse en Arabie saoudite, ils se montent à 938 millions de francs.

Ces perspectives prometteuses ne doivent pas faire oublier que la Vision 2030 peut aboutir à la création d'obstacles au commerce. Pour l'éviter, Johann N. Schneider-Ammann a mis en avant, à plusieurs reprises, des atouts de la Suisse, notamment le succès de son système de formation professionnelle. Il a affirmé qu'il s'agissait du facteur de succès derrière le taux d'activité élevé en Suisse et qu'il pourrait contribuer à l'atteinte des objectifs saoudiens. Johann N. Schneider-Ammann a déclaré que la Suisse apporte volontiers son soutien.



Ruth Metzler, présidente de Switzerland Global Enterprise, rencontre deux femmes d'affaires saoudiennes à Djeddah.

L'admiration des Saoudiens pour le système de formation professionnelle helvétique a même ouvert des portes pour une préoccupation importante de l'économie suisse: il semblerait qu'une convention de double imposition soit à bout touchant. Heinz Karrer, qui a emmené la délégation économique à Djeddah, s'est montré très content: «Les réformes et le grand intérêt pour une convention de double imposition me rendent confiant.» La dernière déclaration d'Adel Mohammed Fakih, ministre saoudien de l'Économie, a également dû réjouir le président d'économiesuisse. L'Arabie saoudite présidera le G20 en 2020 – «et nous inviterons la Suisse», a-t-il promis.

Accès direct aux marchés mondiaux



En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.